

Conjoncture agricole

En synthèse :

Grandes cultures : regain de tension sur les marchés

Intrants : la baisse des prix se poursuit en avril

Lait de vache : une croissance de l'offre ralentie mais toujours des inquiétudes liées aux stocks

Lait de chèvre : reprise de la collecte française

Viande bovine : des cours sous pression

Viande ovine : forte baisse des prix

Viande porcine : une bouffée d'oxygène chinoise... mais durable ?

Volailles : des exportations plus difficiles creusent le déficit commercial

Arboriculture : en pommes de table, campagne satisfaisante uniquement pour les vergers rénovés

Horticulture et pépinières : satisfaction pour l'horticulture, mais marché encore en retrait pour les pépinières

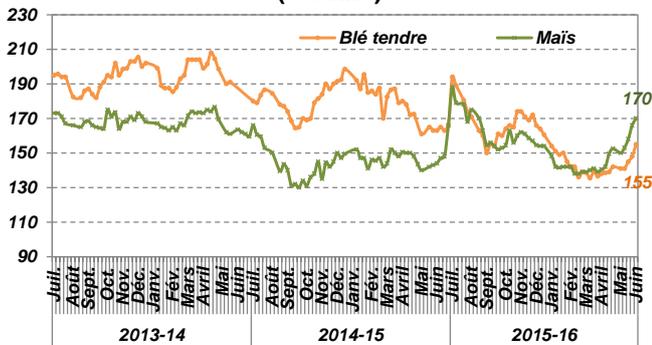
Légumes : un printemps frais succède à un hiver doux

Viticulture : les intempéries ont déjà affecté le millésime 2016

Grandes cultures : un regain de tension sur les marchés

Céréales : bilans lourds mais cours en hausse par suite des intempéries

Cotations des céréales à la Pallice
(€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Grâce à des prix contenus et à la faiblesse de l'euro, les exportations françaises de blé ont été dynamiques au cours de ce deuxième semestre de la campagne. Le cumul sur 11 mois de campagne dépasse de 9 % celui de 2014-15.

Mais les fondamentaux, publiés avant les intempéries en Europe, restent lourds. Le CIC estime que la production mondiale de blé n'enregistrera qu'un modeste repli à 722 Mt après le record de 2015 (736 Mt) et restera supérieure à la consommation. De plus, la campagne démarrera avec des stocks plus lourds de 16 Mt (à 217 Mt) qui se seront accumulés principalement en Chine et dans l'UE. En France, face à la faiblesse des cours, de nombreux agriculteurs ont retardé leurs ventes et le report en fin de campagne

devrait s'élever à 5,4 Mt dont 1,9 Mt dans les exploitations.

La situation internationale du maïs est plus tendue. Les exportateurs sont actuellement peu nombreux : en attendant la Safrinha (deuxième récolte, qui serait plus faible que prévu par suite de la sécheresse dans le Mato Grosso), le Brésil est à court de maïs, l'Argentine peine à avancer sa récolte en raison d'une humidité excessive, l'Ukraine a beaucoup exporté vers la Chine et a pratiquement épuisé son disponible. Seuls présents, les Etats-Unis et dans une moindre mesure l'UE, réalisent de bonnes performances à l'export ce qui contribue au soutien des prix. Avec des superficies en hausse de 6 % aux Etats-Unis, en Ukraine et en Russie, la production mondiale pourrait dépasser 1 milliard de tonnes en 2016-17, soit 33 Mt de plus qu'en 2015-16, qui seront absorbées par la hausse de consommation. Les stocks reculeraient très légèrement.

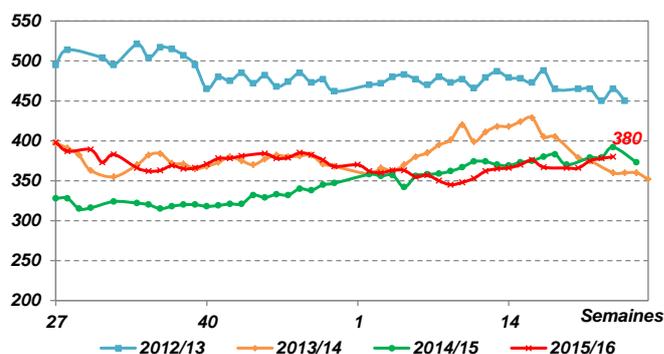
Fin mai, les pluies abondantes et les inondations en Europe et particulièrement en France ont dopé les cours qui ont gagné 10 €/t en 2 semaines en blé et 12 €/t en maïs. Les rendements seront vraisemblablement dégradés par la fusariose très présente. Cependant, les conséquences de ces intempéries sur le niveau et la qualité de la récolte de céréales à paille, sur les surfaces définitives de maïs, et sur les cours 2016-17 sont encore difficiles à évaluer.

Oléagineux : tension sur le marché

Le marché du soja, déjà soutenu par les moindres disponibilités en Amérique latine, est désormais tiré

par la demande de la filière porcine chinoise. La bonne tenue des exportations et de la trituration conduira en outre à une réduction des stocks de report en fin de campagne aux Etats-Unis. Dans ce contexte, le marché va être sensible au weather market qui commence en Amérique du Nord. En France, la production de colza est annoncée à la baisse malgré la hausse des surfaces. La poursuite des conditions climatiques pluvieuses ne fera qu'accentuer ce phénomène, qui conjugué à la conjoncture des marchés du soja et du pétrole (baril aux alentours de 50 \$), tire la graine de colza à la hausse.

Cotations du colza Fob Metz (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : la baisse des prix se poursuit en avril

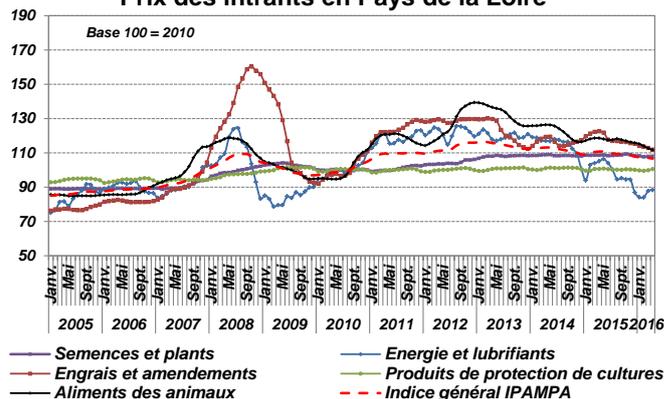
En cumul sur les 4 premiers mois de l'année, le prix des intrants reste sur une tendance baissière comparée à début 2015 : - 3,7 %. Bien qu'en légère progression sur le mois d'avril par rapport au mois précédent : +0,7 %, le prix de l'énergie reste bas : inférieur de 16 % à son niveau de l'année précédente.

Les autres postes en recul sur la période de janvier à avril (comparativement à l'année précédente) sont l'aliment du bétail : -4 %, et les engrais et amendements : -6,9 %. Les prix des semences et des produits de protection des cultures sont par contre stables sur un an. Au niveau de l'aliment du bétail, la flambée du prix du tourteau de soja depuis la mi-mars et le raffermissement du prix des céréales pourraient faire repartir les prix à la hausse d'ici la fin du semestre.

En volume, la production nationale d'aliments composés (incluant le mash dans l'aliment bovin) poursuit sa baisse début 2016 (source : Agreste), en retrait de 5,5 % sur les 4 premiers mois de l'année (comparés à la même période 2015). Ce sont les aliments pour vaches laitières qui enregistrent la plus forte baisse (-13,8 %), la demande pour les autres bovins diminuant moins fortement (-4 %). En recul

également : la production d'aliments pour les volailles (-5,5 %) qui touche le poulet standard (-3,4 %) et surtout les palmipèdes gras (-22 %) par suite de l'influenza aviaire. On note également un léger retrait sur les aliments porcins (-2,7 %) qui s'explique principalement par un recours accru à la fabrication à la ferme (en lien avec le repli des cours du blé et du tourteau de soja en début d'année).

Prix des intrants en Pays de la Loire



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : INSEE

Lait de vache : une croissance de l'offre ralentie mais toujours des inquiétudes liées aux stocks

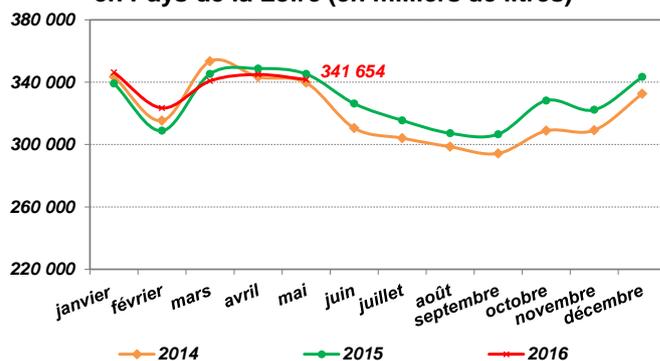
Livraisons régionales en recul sur les 2 premiers mois de la nouvelle campagne

Alors que la collecte régionale avait progressé de 3,1 % sur la campagne 2015-16 elle enregistre un recul de 1 % en avril-mai comparativement à l'année précédente.

En France, la collecte est passée depuis mars sous son niveau de 2015, alors qu'elle avait encore faiblement progressé au cours des mois de janvier et février. Ce ralentissement récent se constate également dans un certain nombre d'autres pays européens.

La collecte européenne connaît ainsi pour la première fois une progression ralentie en avril (+1,8 % / 2015) par suite d'une stabilisation en Allemagne, d'un

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source Agreste

fléchissement au Royaume-Uni et en France et d'une croissance atténuée ailleurs en Europe du Nord (sauf aux Pays-Bas). L'Irlande elle-même souffre de la conjoncture très dégradée et des mauvaises conditions climatiques, à l'origine de réformes plus nombreuses.

Cette inflexion annonce un retour probable vers un meilleur équilibre offre demande sur les marchés des

ingrédients laitiers au second semestre, d'autant plus que les autres grands exportateurs ont déjà ralenti leur collecte comme le montrent les évolutions du premier trimestre: progression modeste aux USA (+1 %) et repli dans les grands bassins de l'hémisphère sud (Nouvelle Zélande : -0,5 %, Australie : -4 %, Argentine : -5 %).

Bilan de la campagne 2015-16 dans l'UE et évolution en avril 2016				
	Tonnage 2015-16	Progression en milliers T	% Evolution 2015-16 / 2014-15	Evolution avril 2016 / avril 2015
Union européenne	153 994	7 622	4,9 %	1,8 %
Allemagne	32 492	1 462	4,5 %	=
France	25 417	254	1,0 %	-1 %
Royaume-Uni	15 524	427	2,8 %	-3 %
Pays Bas	13 875	1 651	11,9 %	11 %
Pologne	11 114	566	5,1 %	ralentissement
Irlande	6 856	893	17,5 %	ralentissement

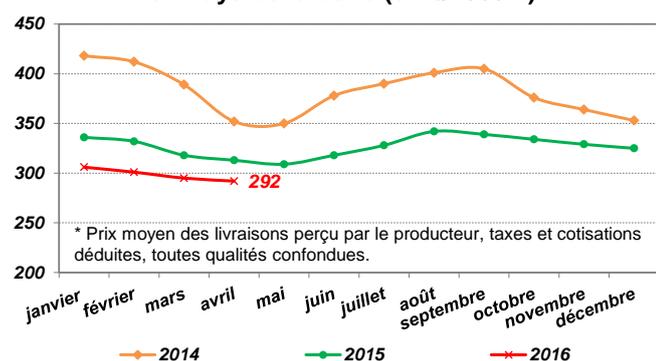
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire - Source : FAM (d'après Eurostat) et Idele

Prix : poursuite de la baisse en avril

Malgré la reprise de la demande chinoise en janvier 2016 (suivi d'un retour au niveau de 2015 les mois suivants), la production mondiale est restée excédentaire. L'Union européenne a vendu à l'exportation ses fabrications supplémentaires de beurre et de fromages. Mais la production de poudre maigre est par contre majoritairement allée à l'intervention publique, dont le plafond (relevé de 109 000 t à 218 000 t) a déjà été atteint le 24 mai.

En France, le prix du lait standard est tombé à 309 €/1 000 l sur l'année 2015, en recul de 15 % sur 2014. Début 2016, il a poursuivi son recul et se situe à 281 €/1 000 l en avril.

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source Agreste

En Pays de la Loire, le prix moyen standard est descendu à 271 €/1 000 l en avril et le prix moyen payé aux producteurs à 292 €/1 000 l.

Dans les autres pays européens, le prix du lait est également en recul : ramené au standard français, il est tombé à 232 €/t en avril en Allemagne et en Irlande.

Perspectives : un retour possible à l'équilibre offre demande au second semestre 2016, mais des incertitudes liées au poids des stocks

Le ralentissement de l'offre en avril et les achats massifs à l'intervention dans l'Union européenne laissent espérer un assainissement du marché dans les mois à venir.

Les cours mondiaux des produits laitiers sont en voie d'amélioration, avec notamment une amélioration récente des cours sur la plateforme Global Dairy Trade (+6 % entre mi-mars et début juin). Les cours de la poudre grasse et du beurre commencent à s'améliorer et ceux de la poudre maigre se stabilisent.

Néanmoins, comme le souligne le mensuel Tendances (Idele), seul 20 % du surplus produit par l'Union européenne au premier trimestre a été exporté. L'essentiel des volumes supplémentaires est venu gonfler des stocks européens déjà conséquents, qui excèdent leur niveau normal d'un tiers en beurre, et de deux tiers en poudre maigre

Lait de chèvre : reprise de la collecte française

Après 2 années stables, la reprise de la collecte engagée fin 2015 se prolonge début 2016 (+7,2 % sur 2 mois) en France. Face à un cheptel de femelles qui poursuit son recul en 2015 (-3 % / 2014), la

qualité des fourrages favorise ce redémarrage. Mais quid pour demain ?

La hausse de collecte et des importations (surtout d'Espagne où la croissance de la collecte est forte)

ont largement augmenté l'approvisionnement des industriels.

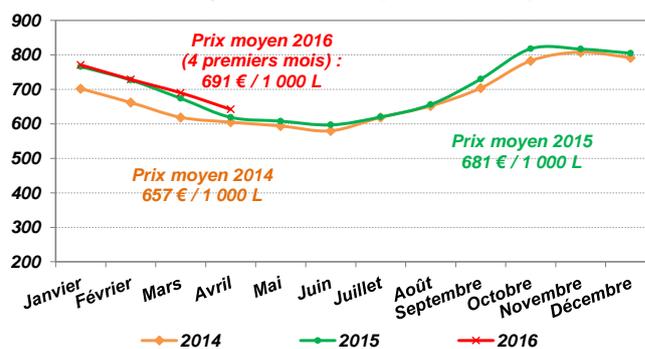
La consommation, qui a repris en 2015 après 2 années de faible offre, poursuit sa croissance début 2016. Toutefois, les prix d'achat ont baissé avec l'abondance de produits à faible valorisation.

L'équilibre entre l'offre (où les importations pèsent lourdement) et la demande est très fragile dans cette filière.

Les prix en 2016 sont stables après 3 années de progression qui combinés à la baisse des charges ont permis de reconstituer les trésoreries.

Dans la région, le premier trimestre a été dynamique : +8,7 % de livraisons.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)

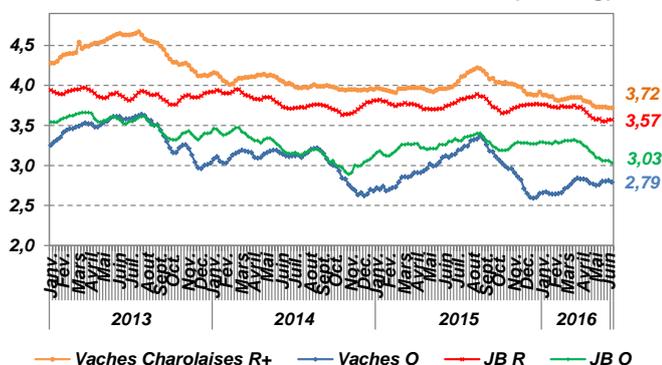


PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

Viande bovine : des cours sous pression

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (en €/kg)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Jeunes bovins : prix déprimés

Depuis la mi-mai, les cotations des jeunes bovins allaitants stagnent à leur plus bas niveau depuis septembre 2011 sous la pression des marchés Sud européens. Les disponibilités importantes en réformes laitières pèsent sur les cotations des jeunes bovins laitiers dont l'offre reste pourtant modérée. Les exportations françaises de viande bovine se sont sensiblement dégradées en avril (-14 % par rapport à 2015). Le dynamisme des exportations vers l'Allemagne n'a pas été suffisant pour maintenir les exportations françaises en raison de l'ampleur du marasme sur les marchés du sud de l'UE.

Femelles : cours sous pression

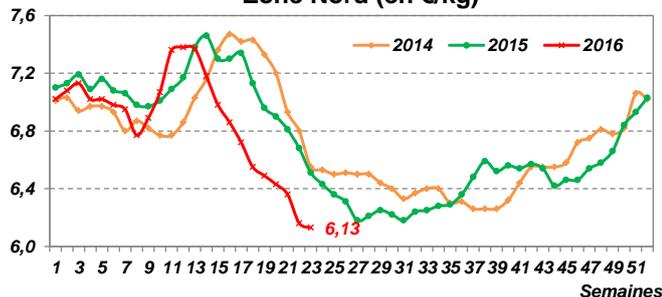
Les cours sont également au plus bas. Alors que les réformes allaitantes s'intensifient sur le marché national (+4 % sur les 5 premiers mois), les réformes laitières sont toujours nombreuses compte tenu de la conjoncture laitière (+6 % sur les 5 premiers mois). Face à ces disponibilités à la hausse, la consommation française de viande bovine poursuit son recul (-2,1 % sur le premier trimestre par rapport à 2015). Le bœuf piécé continue de reculer, alors que bœuf haché frais poursuit sa hausse. Compte tenu des disponibilités de viande bovine sur le marché français et de la renationalisation des approvisionnements de certains créneaux de distribution, les importations reculent fortement (-9 % sur le premier trimestre par rapport à 2015).

Maigre et veaux de boucherie

La cotation du brouillard lourd suit la hausse saisonnière mais demeure en retrait par rapport à 2015. Le marché reste dual entre zone FCO (écart de prix entre animaux vaccinés aptes à l'export et non vaccinés) et zone indemne (prix tirés à hausse par l'export vers la Turquie) et évolue au gré de la demande turque. En veaux de boucherie, les opérations commerciales du veau de la Pentecôte ont permis de fluidifier le marché, mais la baisse saisonnière des cours se poursuit.

Viande ovine : forte baisse des prix

Cotation régionale agneaux 3 (couvert) 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir Zone Nord (en €/kg)



Avertissement :

A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changés (prix individualisés par typologie du lot)

PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

En mars 2016, le prix de l'agneau régional était le même qu'en mars 2015. Mais à Pâques 2016, il manque 40 à 50 centimes du kg à la production par rapport à pâques 2015. Cet écart de 8 à 10 % sur l'année précédente persiste depuis début avril 2016, et les prix moyens d'été de 2014 et 2015 sont atteints avec un mois d'avance. Le prix moyen national pondéré, toutes régions confondues aurait même déjà reculé sous ces niveaux constatés les récents étés.

La pression à la baisse des prix est expliquée par la présence d'une offre largement suffisante, face à une

consommation de viande ovine fraîche qui subit une érosion tendancielle de 3 % par an (bilans FranceAgriMer) et qui ne donne pas de signe de redressement en 2016. Cette offre est d'abord le fait d'une production française qui se redresse et qui s'exporte moins, surtout en vif. L'Idèle l'a estimée en hausse de 7 % sur les 4 premiers mois. Pour la région, la hausse des abattages d'ovins atteint 12 % au premier trimestre.

Dans ces conditions, le recours aux importations, qui représentent environ la moitié de notre consommation, est moins nécessaire et les volumes

importés se réduisent sensiblement (-10 % depuis janvier). Pourtant les disponibilités britanniques seraient supérieures aux attentes : +2 % de production en 2016, en incluant les abattages d'adultes. En Nouvelle-Zélande, les exportations grimpent aussi avec une production en hausse et les dégagements provoqués par la réduction des stocks congelés. De plus, ces deux pays ont vu la valeur de leur monnaie baisser sensiblement face à l'euro. L'ensemble de ces pressions a abouti ce printemps à la création d'une spirale à la baisse des prix.

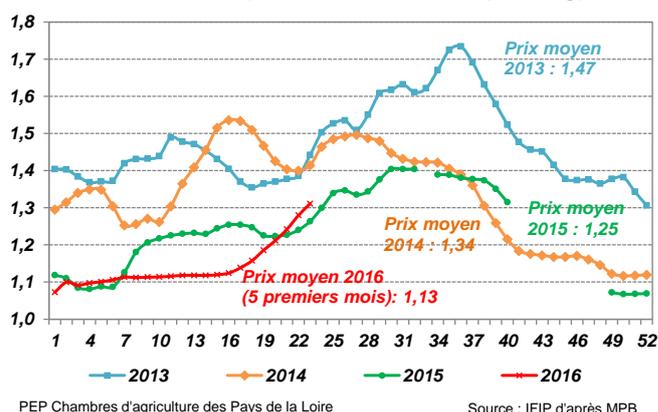
Viande porcine : une bouffée d'oxygène chinoise... mais durable ?

Contre toute attente, le prix du porc en France et ailleurs en Europe a nettement progressé en mai alors qu'il était au plus bas depuis le début de l'année. En cumul sur les 5 premiers mois de l'année, la baisse affiche toutefois -5,1 % comparé aux mêmes mois 2015. Pourquoi cette élévation des prix alors que l'offre européenne, et notamment espagnole, poursuit sa hausse en 2016 ? L'explication se trouve du côté de l'export et spécialement l'envolée de la demande chinoise. Sur le premier trimestre 2016, les exportations européennes ont progressé de 26,4 % (+77 % vers la Chine et belle progressions à noter vers le Japon, Hong Kong, les Philippines). Le déficit de production chinoise lié à la restructuration du secteur porcin encourage les importations, en forte hausse de l'UE mais aussi des Etats Unis, Canada et Brésil. Ces importations devraient rester élevées en 2016 mais après ?

Sur ce début d'année, la France profite de la demande chinoise et développe ses exportations (+16 000 t soit un tiers de hausse sur le premier trimestre 2016). Malgré une hausse des abattages de 2,3 % (Uniporc Ouest) sur les 5 premiers mois, le prix grimpe depuis fin avril (1,30 €/kg début juin).

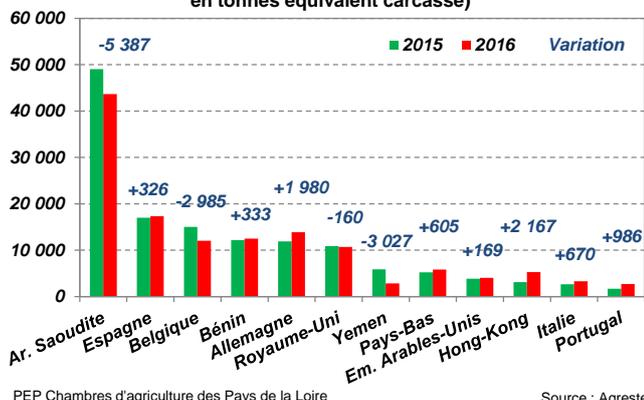
La forte progression des exportations impacte à la hausse les prix. On ne saurait en dire autant de la consommation intérieure. Dans la continuité de 2015, la consommation des ménages de porcs frais a décliné de 5 % sur les 4 premiers mois de l'année. La consommation de charcuterie est restée stable. Une météo plus favorable pourrait dynamiser la demande intérieure et accentuer la hausse des prix.

Cotations du porc cadran breton (en €/kg)



Volailles : des exportations plus difficiles creusent le déficit commercial

Exportations françaises de viandes et préparations de volaille (4 premiers mois de l'année en tonnes équivalent carcasse)



En France, les abattages des 4 premiers mois de l'année se replient de 0,7 % avec des évolutions

contrastées selon les espèces : recul de 0,7 % en poulets, bond de 4,4 % en dinde, chute de 7,8 % en canard avec un fort recul de l'activité en palmipèdes gras (-12,1 %) lié à l'épidémie d'influenza aviaire qui touche le Sud-Ouest depuis novembre dernier. En Pays de la Loire, les abattages mesurés sur le premier trimestre, affichent une croissance de 2 %. Seuls les abattages de canards reculent.

La consommation calculée par bilan continue d'augmenter au premier trimestre (+2,6 % par rapport à 2015), malgré des achats des ménages toujours en repli (-1,4 % en cumul jusqu'au 17 avril) confirmant le poids croissant de la restauration hors domicile.

Les importations progressent légèrement : +1 % sur les 4 premiers mois de l'année. En provenance de l'UE, elles sont stables. Les produits polonais continuent d'affluer avec une progression de 2 300 t par rapport à 2015 compensée par une baisse des achats à l'Allemagne. Grâce à un réal faible les ventes

brésiliennes à la France augmentent sensiblement (+29 % soit +1 200 t). Cependant, dans ce pays confronté à une grave crise économique, l'envolée des cours du maïs et du tourteau de soja, met à mal la rentabilité des élevages. Certains ont dû réduire leur production, d'autres fermer. Les exportations françaises progressent timidement sur l'UE (+1 %) et chutent de 19 000 t sur pays tiers (-11 %) dont 8 200 t sur le Moyen-Orient. La

fermeture des frontières de certains pays à la volaille française suite à l'influenza, la baisse des revenus des pays producteurs de pétrole ou d'autres matières premières, la concurrence brésilienne ainsi que l'appréciation de l'euro (+5 % par rapport au dollar sur le premier trimestre) expliquent cette contraction. Le déficit commercial s'accroît. Fin avril, il était de 24 400 t contre 3 600 t un an plus tôt.

Arboriculture : en pommes de table, campagne satisfaisante uniquement pour les vergers rénovés

La récolte 2015 en Pays de la Loire a été bonne quantitativement avec des fruits de qualité en calibrage et en coloration. Les fruits se sont également bien conservés.

Le marché intérieur a peine à démarrer en début de campagne, alors que l'exportation a été plutôt très dynamique.

Depuis la mi-décembre, les flux sont devenus satisfaisants à la fois sur le marché intérieur et à l'exportation sur les pays européens et sur le grand export.

En fin de campagne, l'offre se raréfie et les variétés encore présentes sur le marché bénéficient de prix favorables à l'exception de la golden qui piétine en terme de remontée de prix.

Le marché export s'est beaucoup ralenti, du fait de l'absence de Gala (stocks épuisés). Le marché français se porte correctement en raison de la rareté des fruits d'été précoces (cerises, abricots) et du temps favorable à la consommation de pomme.

Les fruits en provenance de l'hémisphère sud rentrent en Europe à un rythme moyen qui ne perturbe pas le marché.

La pomme industrie est plus chahutée avec des prix variant de 200 à 300 €/t en fin de campagne. Ce marché est très concurrentiel. Les industriels s'approvisionnent sur un marché européen à des prix agressifs.

Au final, en avril 2016, les prix moyens de commercialisation des pommes de table de la campagne 2015-16 affichent 0,08 € de progression par rapport à la campagne 2014-15 et de 0,05 € par rapport à la campagne 2013-14.

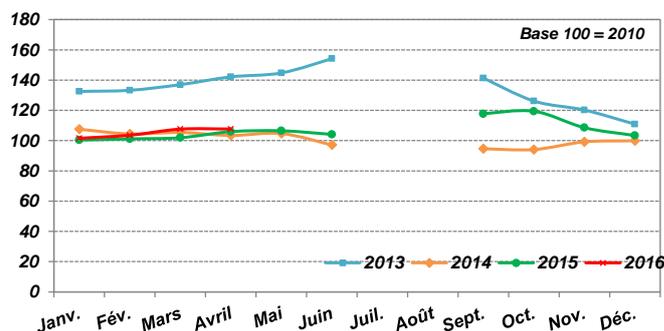
Les vergers de Golden de plaine et de Granny peinent, alors que les vergers de variétés de terroir ou de variétés club sont nettement mieux valorisés.

Ces vergers rénovés équipés de protection antigèle et anti-grêle sont aussi plus productifs. Meilleure productivité, meilleure valorisation, ce sont deux atouts essentiels pour les arboriculteurs aujourd'hui.

La campagne de poire a été satisfaisante. La poire française bénéficie en effet sur le marché d'une très bonne notoriété y compris pour les variétés classiques comme la Conférence. La variété Angelys se valorise très bien.

Plus concrètement, les écarts de valorisation entre variétés sont très conséquents.

Evolution indicielle du prix de vente de la pomme de table en Pays de la Loire



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : INSEE

Horticulture et pépinières : satisfaction pour l'horticulture, mais marché encore en retrait pour les pépinières

Les résultats 2015 du panel Sofres cofinancé par FranceAgriMer et l'interprofession horticole Vall'hor, sur les achats de végétaux d'ornement par les ménages français ont été présentés en début juin 2016. L'ensemble du marché des végétaux d'ornement, avec 2,5 millions d'euros en valeur et 425 millions d'entités achetées en volume, a continué sa baisse en volume (-6 % par rapport à 2014), mais les sommes dépensées se sont maintenues (+0,5 % par rapport à 2014). En ce qui concerne les lieux d'achats, les fleuristes restent en tête en valeur, mais continuent de perdre des parts de marché. En volume, les jardinerie spécialisées et la grande distribution sont quasiment à égalité.

Le bilan 2015 des échanges extérieurs de la France en produits de l'horticulture fait apparaître un déficit récurrent de près de 814 millions d'euros. Les importations françaises de fleurs et plantes ornementales pèsent pour 869 millions d'euros. Les exportations françaises avec 55 millions d'euros ont baissé de 8,9 % par rapport à 2014. Les Pays-Bas sont le principal fournisseur de la France avec 84 % de la valeur des importations de bulbes et 83 % de la valeur des importations de fleurs coupées fraîches.

Le premier semestre 2016 a été assez compliqué, à la fois en terme de météorologie et en terme de logistique des transports, deux éléments qui ont perturbé la distribution des produits et leur consommation.

Plus globalement l'horticulture a réussi à maintenir son chiffre d'affaires dans le contexte défavorable 2016, c'est plutôt positif.

Par contre le marché des pépinières continue sa lente dégradation même si quelques entreprises du secteur arrivent à stabiliser les activités par leur dynamique commerciale. Le secteur doit faire face à un marché des particuliers qui se rétrécit, mais aussi à un marché des collectivités défavorable dans un contexte de rigueur budgétaire. Les mises en production se réduisent encore dans les entreprises avec un développement du négoce au détriment des produits locaux.

Les professionnels de la filière ont mis en place des démarches collectives fortes pour dynamiser la consommation intérieure depuis trois ou quatre ans, ainsi le label « Fleurs de France », la certification environnementale horticole « Plante bleue » et d'autres initiatives. Les entreprises de la distribution dans leur ensemble doivent mieux intégrer ces démarches en terme de lisibilité pour impacter favorablement la consommation. Et il faut attendre quelque temps. Mais ce sont des atouts majeurs pour la valorisation de cette filière à court et moyen terme.

Légumes : un printemps frais succède à un hiver doux

Le retard exceptionnel pris par le muguet nantais pour fleurir le jour J est un marqueur de la fraîcheur de ce printemps ligérien. Un phénomène météorologique particulier en remplace un autre, avec aussi des conséquences parfois désagréables ou déstabilisantes, mais pas toujours.

Le bilan hivernal a été catastrophique pour la mâche jusqu'à mi-mars et l'arrivée de températures plus de saison. Un pic de prix a alors eu lieu comme habituellement en plein hiver mais sa durée fut très courte. Depuis, les prix se sont repliés et se maintiennent au-dessus de ceux des 2 années précédentes. Cette fin d'hiver soulage les producteurs, mais cela reste insuffisant pour redresser le bilan de cette campagne marquée par les perturbations climatiques, les difficultés sur les marchés exports et les pertes sanitaires. De plus, on constate une réduction de la consommation en France, malgré les prix bas. Les consommateurs se détourneraient de la mâche pure au profit des mélanges de salades. Les producteurs les plus touchés financièrement ont pu être soutenus dans le cadre du fond d'allègement de charges (Fac) ouvert depuis avril aux producteurs de fruits et légumes.

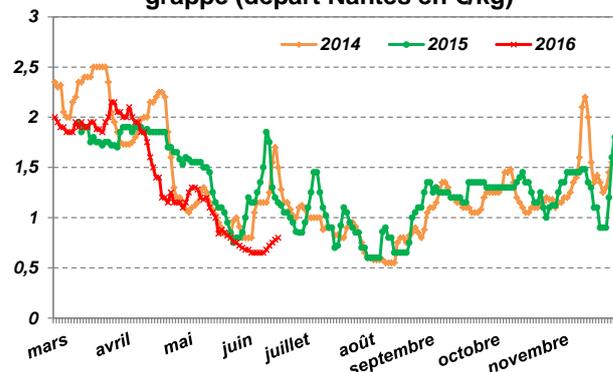
Les maraîchers qui pratiquent un assolement mâche-poireau sont en train de bénéficier de conditions de marché très favorables pour le poireau primeur nantais, dont la consommation est encouragée par la fraîcheur. Pourtant, après plusieurs années difficiles, cette culture diminue sur le bassin. Ceux qui font surtout du radis ont assez mal vendu les premières récoltes en fin d'hiver, mais le printemps a été meilleur.

Les rendements des asperges en Maine-et-Loire ont été très moyens. Les premières récoltes se sont bien vendues, mais la fin de saison est perturbée par des importations de pays du nord, où la production est plus tardive. Pour les autres légumes vendus frais (légumes bottes, salades...), la récolte a parfois été contrariée, voire empêchée par les intempéries ou les inondations. On a eu plus de mal à assurer la qualité, surtout en plein champ. Les circuits commerciaux ont aussi été perturbés par ces intempéries et par les grèves.

En légumes de serres, l'augmentation des surfaces de concombres de 2 % devrait aboutir à une hausse de 3 % de la production en France. Les augmentations

de surfaces les plus importantes (sous serres) sont enregistrées en Aquitaine et dans la région Centre. Le printemps plutôt frais a freiné la production et en avril l'indice des prix était en net retrait sur les années précédentes. Les volumes exportés vers les pays d'Europe du nord (Allemagne, Belgique...) ont alors augmenté, mais les importations d'Espagne également. Mais depuis un mois l'offre s'est encore réduite à cause du manque de lumière. Le rapport offre-demande est plus favorable aux producteurs et les prix sont repassés au-dessus de ceux de 2014 et 2015, mais avec des volumes de production inférieurs aux attentes.

Evolution du prix de ta tomate ronde grappe (départ Nantes en €/kg)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : RNM

En tomates, la production nationale est attendue en hausse de 4 à 6 % malgré une diminution des surfaces de 1 %, touchant essentiellement les productions de plein champ. Pour la région, surfaces et volumes sont attendus stables par rapport à 2015. Le début de saison n'a pas été bon avec une production ralentie par le printemps froid et une demande très faible. En avril, les prix étaient déjà en net retrait sur ceux de 2015. Le marché est loin de s'améliorer au cours de ce printemps : la production est là mais la consommation n'est pas au niveau des attentes. On constate aussi une offre importante de tomates nord-européennes, qui concourt à faire baisser les prix qui sont bien inférieurs à ceux de 2014 et 2015. Fin mai, Légumes de France tirait la sonnette d'alarme en demandant aux distributeurs de mieux défendre la tomate d'origine « France ». L'arrivée d'un temps enfin estival sur l'Europe peut encore renverser la situation et sauver la saison.

Viticulture : les intempéries ont déjà affecté le millésime 2016

Les résultats du dépouillement des déclarations de récolte 2015, communiqués par Interloire, montrent une évolution contrastée des différents vignobles de la région. En Anjou-Saumur, les surfaces ont baissé de 2 % en moyenne, pour une récolte en volume supérieure de 0,6 %. Les Crémant de Loire et les Saumur « fines bulles » font exception avec un volume récolté annoncé en hausse de 19 % et 10 %. En pays nantais, les surfaces diminuent bien davantage, de l'ordre de 5 % pour le Muscadet et de 10 % pour le Gros Plant. Ces deux appellations perdent 500 ha sur 2014. L'amélioration des rendements fait que les volumes récoltés sont malgré tout supérieurs à ceux de l'année précédente de 10 000 hl pour le Muscadet (+2,4 % à 416 000 hl), et stables pour le Gros Plant.

Les résultats commerciaux des ventes au négoce sur 9 mois de la campagne 2015-16 restent encourageants pour les mousseux et les rosés qui ont obtenu des hausses de leurs prix de vente sans trop perdre sur les volumes sortis des chais. Pour les rouges, par contre, les meilleurs prix sont accompagnés de sorties en assez net recul pour le moment. Pas de problème de maintien de prix non plus pour les blancs d'Anjou qui restent recherchés. Les blancs du pays nantais partent toujours difficilement : si les volumes progressent un peu, c'est encore aux dépens des prix qui restent mal orientés, malgré des évolutions de vente en grandes surfaces plus encourageantes dernièrement. Pour les vins IGP blancs, les prix sont encore sensiblement haussiers, mais avec des volumes sortis en nette baisse. Dans cette période difficile pour eux, les producteurs de Muscadet s'activent beaucoup pour améliorer l'image de leurs vins. Après avoir revu le contingentement des « sur lie », ils ont réécrit le cahier des charges de l'appellation dont la nouvelle version doit maintenant être validée par le comité national de l'INAO. Cette procédure complexe n'aboutira pas concrètement avant la récolte 2017.

Le début d'année a été marqué par une succession d'intempéries qui n'ont pas épargné les vignobles de la région. D'abord c'est le gel qui a sévi plusieurs fois entre le 25 avril et le 1^{er} mai. Presque tous les secteurs ont été touchés, parfois à différentes dates, y compris en Sarthe et Vendée. Les parcelles les plus gélives de chaque secteur touché sont les plus atteintes, avec des pertes importantes signalées sur ces parcelles. Des parcelles non directement touchées par le gel ont tout de même subi le froid, qui a causé des pertes d'ores et déjà constatées sur les grappes pour les cépages les plus sensibles. Globalement, on envisage une baisse de 10 à 20 % des rendements moyens sur les vignobles du saumurois. En pays nantais, deux tiers des surfaces seraient impactés et beaucoup de vigneronnés enquêtés ont évalué leurs pertes à plus de 50 %. Ces estimations seront revues en cours de campagne.

Le sud-ouest du vignoble nantais a en plus subi des orages de grêle le 25 mai, quelques centaines d'hectares ont été touchés, parfois même toutes les grappes sont détruites, et les bourgeons qui doivent amener la récolte 2017 sont endommagés. Les vignes non touchées par les orages de grêle ont tout de même reçu de fortes pluies les 25 et 26 mai. L'humidité et la chaleur des jours suivants, ont été propices aux attaques de mildiou à des niveaux rarement atteints, particulièrement dans le Sèvre et Maine. En Anjou le mildiou est aussi très présent et on signale même du botrytis.

Parmi les producteurs les plus touchés par le gel ou les orages, beaucoup (autour de 60 %) ne sont pas assurés et les questions d'indemnisation se posent. La profession a rencontré les pouvoirs publics et la MSA pour demander des mesures exceptionnelles d'indemnisation, et une attention particulière aux producteurs déjà en difficultés à qui les indemnités ne suffiront pas. La mise en place d'une cellule de crise spécifique, sur le modèle de l'élevage a été décidée.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Michel BLOURDE Tél. 02 41 96 75 05
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : michel.blourde@maine-et-loire.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)